



KPMG SA
6 rue Eric de Cromières
63000 Clermont-Ferrand

ALTERIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ALTERIS

975 Boulevard de l'Europe - 63360 GERZAT

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
6 rue Eric de Cromières
63000 Clermont-Ferrand

ALTERIS

975 Boulevard de l'Europe - 63360 GERZAT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de l'association ALTERIS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ALTERIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Clermont-Ferrand, le 19 juin 2025

KPMG SA

Isabelle LEPRINCE

Commissaire aux comptes

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : 99 - ALTERIS CONSOLIDATION

ACTIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024			Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	11 716	11 716		
Frais de recherche et de développement	16 343	12 779	3 564	5 346
Concessions, brevets, licences, marques, ...	373 220	292 345	80 875	103 175
Immobilisations incorporelles en cours	43 665		43 665	
Immobilisations corporelles				
Terrains	694 844		694 844	694 344
Constructions	18 965 115	9 247 951	9 717 164	10 298 592
Installations techniques, matériels et outillage	2 095 832	1 498 706	597 126	595 400
Autres immobilisations corporelles	10 256 668	7 461 304	2 795 363	2 609 884
Immobilisations corporelles en cours	378 186		378 186	83 464
Avances et acomptes	147 471		147 471	
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	1 772 917		1 772 917	1 772 917
Prêts	52 588		52 588	56 257
Autres immobilisations financières	63 841		63 841	58 321
ACTIF IMMOBILISE - Total I	34 872 408	18 524 802	16 347 606	16 277 702
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	57 393	7 260	50 133	56 096
Avances et acomptes	6 345		6 345	101 161
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 703 509		3 703 509	3 175 248
Autres créances	274 527		274 527	270 934
Valeurs mobilières de placement	2 384 112	5 001	2 379 111	4 019 417
Disponibilités	2 335 935		2 335 935	2 732 346
Charges constatées d'avance	79 788		79 788	57 282
ACTIF CIRCULANT - Total II	8 841 609	12 261	8 829 348	10 412 484
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	43 714 017	18 537 063	25 176 954	26 690 186

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : 99 - ALTERIS CONSOLIDATION

En Euro

PASSIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	4 652 892	4 912 519
Fonds propres complémentaires	98 287	98 287
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	152 617	152 617
Ecart de réévaluation	24 481	24 481
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	6 308 058	6 312 885
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	4 817 145	4 821 972
Report à nouveau	(2 378 570)	(1 872 447)
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	267 350	446 499
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	47 278	47 278
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	(1 108 913)	(689 630)
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	(1 584 286)	(1 676 595)
Excédent ou déficit de l'exercice	(1 928 883)	(770 576)
Situation nette (sous total)	6 928 883	8 857 765
Subventions d'investissement	686 851	754 146
Provisions réglementées	1 223 303	1 168 879
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	8 839 038	10 780 790
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	5 441 900	5 521 564
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II	5 441 900	5 521 564
PROVISIONS		
Provisions pour risques	52 300	60 300
Provisions pour charges	2 444 936	2 577 085
PROVISIONS - Total III	2 497 236	2 637 385
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	1 798 123	2 157 483
Avances et acomptes reçus sur commande	78 822	248 721
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	851 596	861 691
Dettes fiscales et sociales	5 206 988	4 051 493
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	163 848	216 570
Autres dettes	291 433	196 789
Produits constatés d'avance	7 971	17 701
DETTES - Total IV	8 398 781	7 750 448
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V)	25 176 954	26 690 186

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro

Dossier : 99 - ALTERIS CONSOLIDATION

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et services		
Ventes de prestations de services	768 260	831 559
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	40 129 584	36 997 889
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	33 209 385	30 277 554
Ressources liées à la générosité du public	1 582	8 154
<i>Dons manuels</i>	1 582	8 154
Contributions financières	17 840	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	226 876	347 445
Utilisations des fonds dédiés	150 340	190 960
Autres produits	29 569	26 008
Total I	41 324 050	38 402 015
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	607	554
Achats de matières premières et autres approvisionnement	203 866	243 556
Variation de stocks	(1 297)	10 172
Autres achats et charges externes	11 649 707	10 996 313
Impôts, taxes et versements assimilés	2 820 987	2 710 596
Salaires et traitements	19 549 813	17 664 160
Charges Sociales	7 501 815	6 466 504
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 398 584	1 323 360
Reports en fonds dédiés	309 033	29 701
Autres charges	241 641	77 973
Total II	43 674 756	39 522 889
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	(2 350 705)	(1 120 874)
PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	32 637	29 003
Autres intérêts et produits assimilés	6 875	7 547
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	4 681	13 844
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	152 454	100 753
Total III	196 648	151 146
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements aux dépréciations et aux provisions	5 001	4 681
Intérêts et charges assimilées	29 632	22 126
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		8 750
Total IV	34 633	35 557
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	162 015	115 589
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	(2 188 691)	(1 005 285)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	8 258	10 339
Sur opérations en capital	106 988	74 530

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro

Dossier : **99 - ALTERIS CONSOLIDATION**

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	246 762	217 901
Total V	362 007	302 770
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	44	1 013
Sur opérations en capital	8 766	9 114
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	62 829	50 572
Total VI	71 639	60 700
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	290 368	242 070
Impôts sur les bénéfices (VIII)	30 560	7 361
Total des produits (I+III+V)	41 882 705	38 855 931
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	43 811 588	39 626 507
EXCEDENT OU DEFICIT	(1 928 883)	(770 576)

1. INFORMATIONS GENERALES

1.1. Présentation de l'entité

ALTERIS est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, fondée le 17 mars 2011 à la suite de la fusion de l'ARPEJ et l'AGESSEM.

L'Association a pour objet la création, l'administration et la gestion de tous établissements ou services sanitaires, médico-sociaux, sociaux, de formation et d'insertion.

Actuellement, l'Association gère les établissements et services désignés ci-après :

▪ SIEGE SOCIAL

▪ POLE SANTE ET SOINS

- SMR (ex SSR) Centre d'hospitalisation de Chanat

▪ POLE MEDICO-SOCIAL

D.I.M.E. ALTERIS (DIME principal Farandole et DIME secondaire Edouard SEGUIN) dont :

- les unités de semi-internat et d'internat
- le S.E.S.S.A.D.
- les PCPE l'Embellie (TSA) et DI/DP
- les unités d'enseignement Autisme (UEMA/UEEA)

S.A.V.S. renforcé (Service Accompagnement à la vie sociale)

D.I.T.E.P. Jean Laporte dont :

- les unités de semi-Internat et d'internat
- le S.E.S.S.A.D. Jean Laporte
- L'équipe mobile médico-sociale en appui à la protection de l'enfance

▪ POLE PROTECTION DE L'ENFANCE réparti en territoires depuis septembre 2024 :

Territoire Clermont – Montagne :

- Maison d'enfants La Cordée
- SAPAP enfants et adolescents
- Village d'enfants Chanat (pavillons à Chanat la Mouteyre)

Territoire Clermont – Agglomération :

- Foyer Clair Matin
- Service la Parenthèse
- Service de Préformation
- Service d'Accompagnements Diversifiés (S.A.D.)
- MECS Médico-sociale

Territoire Clermont – Comté d'Auvergne :

- Maison d'enfants Le Château des Quayres
- Pouponnière à caractère social Le Château des Quayres
- SAPAP petite enfance
- Foyer Educatif Spécialisé La Caravelle dont
 - Foyer appartement Médicis
 - Foyer Breschet

Territoire Clermont – Livradois :

- Ensemble Éducatif Mixte « La Peyrouse »
- Foyers de la Maison d'Accueil
- Foyer Les Margerides

Territoire Clermont – Pays d'Issoire :

- Service TISF
- Foyer Issoire
- Foyer appartement Cournon d'Auvergne
- Village d'enfants Issoire (ouverture 2027)

1.2. Evénements principaux de l'exercice

⇒ **Faits caractéristiques qui ont des incidences comptables**

- **L'inflation non prise en compte**
- **Le taux d'absentéisme du personnel dans notre secteur d'activité**
- **Les difficultés à recruter par manque d'attractivité du secteur social**
- **Les études réalisées sur les bâtiments**
- **L'ouverture de plusieurs services**
- **Les événements postérieurs à la clôture**

Les faits significatifs au cours de l'exercice sont les suivants :

➤ **Au plan social :**

L'année écoulée a été marquée par plusieurs événements qui ont pu intensifier l'activité des ressources humaines :

- Un taux d'absentéisme même s'il est en légère baisse depuis 2 ans cela reste un sujet important qui entraîne de la désorganisation au sein de nos établissements.
- Ce constat d'absentéisme nous a amené à renforcer nos actions de prévention et de qualité de vie au travail. L'ANACT (agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail) nous accompagne dans ce domaine, des moyens ont été mobilisés ainsi que la mise en place de 2 responsables qualité répartis sur les secteurs social et médico-social. L'ensemble est piloté par la DRH.
- Un Turn-over en hausse avec un taux qui passe de 10% à 15 % des effectifs CDI. Alteris comme d'ailleurs toutes les structures identiques connaissent des difficultés importantes de recrutement et d'attractivité. Ce déficit de professionnels est un véritable casse-tête pour assurer le fonctionnement de nos structures 365 jours sur 365 jours.
- Une augmentation des effectifs CDI significative de 11.80% en raison de l'ouverture de plusieurs services
- Une augmentation des effectifs CDD colossale de 100% par répercussion à la loi Valletoux qui vise à encadrer l'intérim et à réguler les conditions de travail en interdisant aux jeunes diplômés ce type de contrat.
- Pour faire face aux départs, accompagner le développement et l'organisation en territoire de nos activités, nous avons procédé à un volume conséquent de recrutements, avec un accent particulier sur les fonctions cadres (direction, responsables de services, psychologues...)
- L'accompagnement à la reprise du SMR de Chanat par la CMCP de Durtol avec une aide au diagnostic et une adaptation à leur culture de fonctionnement
- La réorganisation de la fonction Formation avec la structuration du service et l'organisation d'une matinale de présentation
- L'ouverture de la phase expérimentale du Village d'enfants aux pavillons de Chanat ce qui a entraîné un process spécifique de recrutement et la mise en œuvre d'un montage de formation initiale des accompagnants familiaux.
- Un changement de Direction Générale et une réorganisation du siège social afin de consolider sa mission d'expertise et de faire face aux créations de service

Des actions régulières ont également été menées :

- La signature d'un accord relatif à l'égalité professionnelle hommes et femmes en juin 2024
- La signature d'un accord relatif à la prime de partage de la valeur (PPV) en décembre 2024.

Malgré des points de blocage qui subsistent sur les négociations relatives à la Convention Collective Unique et Etendue (CCUE), un accord AXESS du 4 juin 2024 et de son extension

à l'ensemble de la branche par arrêté du 5 Aout 2024, a permis le versement à tous les salariés du « Ségur pour tous ».

➤ **Au plan économique et patrimonial :**

Le financement de l'exploitation est déficitaire au regard des charges fixes pour la 3^{ème} année

Une situation déficitaire en hausse et dans la continuité des 2 précédents exercices qui est toujours liée à la non-prise en compte de l'inflation et des augmentations successives du SMIC ainsi que par le coût des remplacements du personnel. Le SMIC a progressé depuis 2021 de + 15.90 %, quant à l'inflation c'est + 12.89% depuis 2021.

Dans le pôle soins et santé, un mandat de gestion a été signé en janvier 2024 entre Alteris et la Clinique Médicale de Cardio-Pneumologie (C.M.C.P.) de Durtol pour une durée d'un an. Ce mandat a pour but de permettre à la CMCP de Durtol d'assurer la direction de l'établissement SMR de Chanat afin de se familiariser avec la gestion de l'établissement et d'apprécier la possibilité de reprise de l'agrément de gestion. Le process de reprise se concrétise. Le travail de transmission s'est poursuivi toute l'année de part et d'autre des équipes comptables, afin d'aboutir à une reprise début 2025.

Dans le pôle médico-social, c'est la 5^{ème} année du CPOM. Il convient également de préciser que, compte tenu des changements majeurs à finaliser, une prolongation d'une année du CPOM a été décidée, à la demande d'ALTERIS. Puis à l'initiative de l'ARS, une nouvelle prolongation va avoir lieu en 2026. La négociation du nouveau CPOM va donc intervenir en 2026, pour une mise en œuvre en janvier 2027.

L'année 2024 fut marquée par :

- La finalisation du projet de Dispositif ITEP et le lancement des travaux pour le projet de Dispositif IME passant par une transformation de l'offre avec un enjeu d'ajustement de l'activité sur certaines modalités :
 - Augmenter l'activité de l'internat
 - Maintenir l'activité du semi-internat
 - Poursuivre la montée en charge du SESSAD
- Le constat d'un déficit conséquent à partir de 2023, très fortement lié à la masse salariale en raison de la restructuration du DIME, des postes totalement pourvus au DITEP mais également beaucoup de remplacements.
- La préparation des évaluations, qui ont été réalisées en octobre 2024 pour le DITEP et programmées en février 2025 pour le DIME.
- Des financements sont stables avec un taux directeur des budgets égal à 0.50 % donc complètement insuffisants pour couvrir l'inflation et les charges de personnel.

Dans le pôle protection de l'enfance, ALTERIS continue à contractualiser, chaque année, une convention annuelle de financement global, préfiguratrice d'un CPOM qui semble se concrétiser pour 2026.

Sur 2024, un travail intense a été mené afin de concrétiser l'ouverture de plusieurs services à la suite d'appels à projet ou en raison de l'urgence de la situation de l'aide sociale du département :

- Le Village d'enfants : ouverture préfiguratrice de 2 pavillons à Chanat, avant l'ouverture complète des 80 places en 2026 et 2027.
- Le service TISF
- Les 2 groupes supplémentaires de pouponnière
- L'expérimentation de la MECS MS.

Il a été validé une nouvelle organisation de ce pôle sous la forme de 5 directions de territoires à compter de septembre 2024 :

- Territoire Clermont-Montagne
- Territoire Clermont-Agglomération
- Territoire Clermont-Livradois
- Territoire Clermont-Comté d'Auvergne
- Territoire Clermont-Pays d'Issoire.

Malgré des avancées positives (la prise en compte du Laforcade et le financement d'un taux à 100% de l'ensemble des établissements et service d'ALTERIS), des dysfonctionnements majeurs du fonctionnement avec le Conseil Départemental ont rendu complexe le pilotage du suivi budgétaire pour cette année 2024. En effet, sur la forme, les budgets alloués 2024 n'ont été transmis qu'en janvier/février 2025, selon une procédure non conforme et avec des arbitrages incompréhensibles. Sur le fond, il est constaté des erreurs, des décisions rétroactives inapplicables et une prise en compte de l'inflation et du GVT extrêmement modérée.

Dans ces conditions, un recours gracieux a été formulé auprès des services du département.

La conséquence de dotations annuelles inférieures pour couvrir les dépenses de fonctionnement conduit inéluctablement à un déséquilibre budgétaire structurel ainsi qu'une mise en tension de la trésorerie. Ce qui a abouti à un ratio de trésorerie disponible au 31/12/2024 de 4 jours.

Face à ce constat, il faut malgré tout noter la reprise d'un véritable dialogue de gestion début 2024, qui n'existait plus depuis longtemps. Suite aux difficultés rencontrées pour le BP2024 (cf ci-dessus), une nouvelle méthodologie de travail a été mise en place avec les nouveaux interlocuteurs du Conseil Départemental. Cela peut porter ses fruits dès 2025.

Les investissements et les projets immobiliers

Les plans pluriannuels d'investissement sont appliqués mais ils vont nécessiter d'être retravaillés très rapidement en raison des évolutions des organisations des services tant sur le secteur social que sur le secteur médico-social.

La décision de l'association est de ne pas garder des structures non conformes et d'être dans le strict respect de la réglementation ERP, même si cela conduit à une réduction temporaire des prises en charge (donc une baisse de l'activité réelle) pour les foyers d'Issoire et de Raye Dieu.

Il est décidé la mise en œuvre d'un certain nombre d'étude quand cela est nécessaire sur les bâtiments au regard des enjeux des futures organisations.

Une réflexion continue d'être menée afin d'optimiser au mieux le patrimoine immobilier d'ALTERIS pour :

- Les bâtiments du site de la Peyrouse
- Les anciens logements de fonction rue de la Garde
- Les bâtiments du DIME Nord à Pompignat

Pour la protection de l'enfance, les investissements courants de renouvellement sont effectués avec les limites budgétaires de la dotation aux amortissements, dotation qui a peu, voire pas augmenté malgré la hausse des coûts d'acquisition.

De nombreux travaux ont été entrepris pour permettre l'accueil des nouveaux services ou le maintien d'un accueil convenable :

- Les travaux de rénovation des bâtiments pour les 2 unités de la pouponnière (avec des CNR du CD63)
- L'adaptation à 2 groupes de vie autonome pour les bâtiments de Breschet
- Le foyer La Raye-Dieu mis aux normes par son bailleur
- La rénovation des 2 pavillons à Chanat pour le village d'enfants

Pour le SMR de CHANAT, seuls les investissements nécessaires à la continuité de fonctionnement sont réalisés sur cette dernière année d'activité relevant d'ALTERIS.

Pour le médico-social, des travaux ont commencé à Villeneuve dans les anciens locaux scolaires afin d'accueillir le service UMSP et le SAVS renforcé. Une étude est faite pour la faisabilité d'un internat au Dime Nord en remplacement de celui existant.

➤ Au plan Vie associative.

La politique associative est de se recentrer sur les pôles social et médico-social en structurant les dispositifs ITEP et IME et la protection de l'enfance. Sa stratégie de développement consiste à apporter des réponses en candidatant sur les appels à projet correspondant à cette stratégie mais aussi à proposer des extensions de services existants lorsque cela répond aux besoins.

Pour cette raison, l'association a souhaité arrêter sa branche sanitaire et a travaillé au processus de cession du SMR de Chanat à la CMCP de Durtol et à l'élaboration d'une convention d'occupation précaire du site.

L'association travaille à l'ouverture des 2 villages d'enfants dont l'un va se situer à Chanat-la-Mouteyre (32 places) et l'autre à Issoire (48 places) à échéance fin 2026 - début 2027.

Le développement des mobilités douces collectives et individuelles (vélo, transports en commun, etc.) fait partie des priorités associatives. Un salarié, chargé de mission est mobilisé uniquement sur ce sujet pendant 3 ans à partir de septembre 2023 puisque notre projet a été retenu par l'ADEME qui nous a octroyé une subvention.

Une vigilance accrue des fonds propres associatifs et de la trésorerie est mise en place afin que les financements assurés par l'association soient centrés sur la vie associative ainsi que sur l'appui ponctuel aux projets structurants ou aux transitions.

L'association a déposé une demande de subvention concernant le projet d'acquisition d'une solution DUI (dossier individuel de l'utilisateur) dans le cadre du programme « ESMS numérique ». La commission de sélection de l'ARS nous a attribué une subvention de 420 000€.

➤ **Au plan Vie des établissements.**

Le SMR de Chanat la Mouteyre est toujours déficitaire

Pour cette dernière année de fonctionnement relevant d'ALTERIS mais sous mandat de gestion assuré par la CMCP de Durtol, le nombre de journées réalisées a baissé sans que cela impacte le montant des recettes. Toutefois, le manque de personnel titulaire a continué à déstabiliser le personnel en poste qui doit trop régulièrement former les remplaçants.

Les dépenses des intérimaires représentent plus de 17.3 % des dépenses du titre 2 des charges de personnel puisque des postes non pourvus sont occupés par des intérimaires faute de candidatures.

Le Dispositif IME dorénavant structuré sur le territoire, à partir des deux anciens IME

Le passage de 2 établissements à un dispositif constitué de 4 unités réparties sur le territoire correspond aux demandes des politiques publiques et permet une meilleure couverture des besoins mais génère des frais de fonctionnement structurel. Le déficit comptable est important sur le DIME et se porte particulièrement sur le groupe II des dépenses de personnel. Plusieurs raisons à cela, des fonctions supports ont été créées et les absences pour maladie conduisent à de nombreux remplacements. Un retour à l'équilibre budgétaire est nécessaire en optimisant notre organisation et en sollicitant un rebasage auprès de l'ARS.

Le Dispositif IME se décompose en 4 unités :

- L'unité centre située rue de Serbie à Clermont-Ferrand. Les locaux sont en conformité. Un contrat de location est signé avec l'IDJS des Gravouses pour accueillir l'internat. Ce surcôt était jusqu'alors financé par l'ARS par des crédits non reductibles. Ce financement s'est arrêté en juillet 2023. Depuis une réflexion est en cours pour trouver la meilleure solution afin d'accueillir un internat.
- L'unité sud située à Longues terminée depuis juillet 2023.
- L'unité nord située à Pompignat. Les locaux sont vieillissants, quelques travaux ont été réalisés pour une meilleure habitabilité. Une étude est en cours afin de construire un nouvel internat.
- L'unité multimodale socio professionnelle finalise son organisation. Une grande partie de l'activité se déroule encore dans les locaux de l'internat de Pompignat. Mais les locaux rue de Villeneuve rénovés permettront aux professionnels de créer une identité de service.

Le service SAVS renforcé de 20 places ouvert depuis le 1^{er} juin 2024, permet un travail d'accompagnement vers l'autonomie de jeunes adultes en situation de handicap dans le logement.

L'activité du DITEP n'est pas optimale, en particulier l'internat. Outre une recherche d'optimisation menée par la direction, cela nécessite une adaptation de l'offre pour mieux correspondre aux besoins. Une optimisation de l'organisation permettra un retour à l'équilibre budgétaire.

La protection de l'enfance.

Le retour du rapport budgétaire 2024 en janvier/février 2025 a rendu impossible un véritable travail de gestion. De plus, un taux directeur depuis plusieurs années nul ou quasi nul a contribué grandement au déficit qui augmente.

Les taux d'activité demandés sur ce budget sont passés à 90% pour les foyers et à 94% pour les SAPAP. Or la réception tardive de ces budgets n'ont pas permis de prendre en compte ces nouvelles règles. D'autre part, nous constatons un décalage entre nos autorisations historiques et la réalité de nos ESMS. Nos arrêtés d'agrément ne sont pas à jour. L'ouverture d'un dialogue de gestion avec le Département permettra de clarifier cela.

1.3. Événements postérieurs à la clôture

En matière immobilière

- Les nouveaux locaux du Siège situés à Clermont-Ferrand sont entièrement rénovés ce qui a permis un déménagement début juin 2025. C'est ALTERISSIMO qui en est propriétaire et mettra à la location ces locaux à ALTERIS.
- Sur le territoire de Clermont-Agglo, les services du SAD, de Parenthèse et la direction se regroupent dans des locaux à Chamalières.
- Plusieurs études sont en cours sur les bâtiments de la Peyrouse, notamment en matière d'assainissement. Une réflexion plus générale sur le devenir du bâtiment est également menée.
- Une étude est réalisée pour la construction d'un internat pour le Dime Nord à Pompignat.
- La tranche 1 du projet Villeneuve est terminée et a concerné la rénovation et l'adaptation du bâtiment « scolaire ». Les services de l'Unité Multimodale Socio-Professionnelle (UMSP) du DIME et du SAVS ont pu intégrer les lieux courant mars.
- Les travaux de la phase 3 de la pouponnière ont commencé au Château des Quayres, ils sont entièrement financés par le département qui est propriétaire des lieux. Ouverture des deux groupes supplémentaires fin 2025, portant la pouponnière à 37 places.
- La construction du village d'enfants à Chanat a débuté, cela représente 6 pavillons plus une maison commune. Les constructions vont également débuter à Issoire, au cours de l'été.

En matière d'exploitation

- Des séances de travail avec les services du Département sont programmées afin de mettre à jour les agréments, de trouver des arbitrages sur les demandes budgétaires 2025 et reprendre les comptes administratifs 2022, 2023 et 2024 avec in fine les modalités de reprise des déficits. Ces échanges extrêmement positifs et constructifs nous permettent d'envisager un rebasage de nos budgets, condition sine qua non pour convenir d'un budget base zéro à l'équilibre pour l'objectif d'un CPOM en 2026.
- Le CPOM médico-social qui arrivait à terme à fin 2024 est prolongé. Donc l'analyse et l'élaboration du futur CPOM seront à engager début 2026 pour une mise en œuvre au 01/01/2027.
- Le dossier ESMS Numérique commence à être déployé sur 3 sites pilotes pour le moment puis sur la totalité des services et établissements d'ALTERIS à partir de septembre.
- Le contrat de location de l'internat de Farandole avec l'IDJS des Gravouses a été dénoncé puisque l'ARS ne finance plus cette dépense.

1.4. Principes, règles et méthodes comptables

1.4.1. Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

1.4.2. Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions générales comptables suivantes ont été respectées :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les frais de formation externes afférents aux formations nécessaires à la mise en service de l'immobilisation sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les subventions d'investissements sont reçues par l'association pour lui permettre de financer en tout ou en partie une immobilisation : immeuble, équipement ou matériel.

L'association a fait le choix de reprendre la subvention d'investissement en compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention.

L'association a arrêté ses comptes en appliquant le règlement ANC n°2014-03 et les règlements ultérieurs relatifs au plan comptable général et des dispositions particulières suivantes

- du règlement ANC n°2018-06 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- du règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- du code de l'action sociale et des familles (CASF), pour des provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L.312-1 du CASF.

➤ Pour les établissements relevant de l'article L.312-1 du CASF :

- Application du décret N°2003-10 du 22 octobre 2003 et des directives imposées par les Tutelles des Etablissements.
- Application du Plan Comptable des Etablissements et Services Sociaux et Médico-sociaux Privés M22 bis (dernier arrêté modificatif du 20 décembre 2023).

➤ Pour l'établissement de Chanat :

- Application depuis le 01/01/2007 de la circulaire n°548 du 27/12/2006 relative à la nomenclature budgétaire et comptable 2007 des établissements publics de santé et des établissements privés antérieurement financés par dotation globale M21 (dernières évolutions – arrêté du 28/11/2019).

1.4.3. Changements comptables

Il n'y a pas eu de changements au cours de l'exercice.

2. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

2.1. ACTIF

2.1.1. Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations Incorporelles	412 821.27	65 289.23	33 166.24	444 944.26
Immobilisations corporelles	31 518 441.77	1 318 854.07	299 178.93	32 538 116.91
Immobilisations financières	1 887 495.51	17 108.16	15 257.23	1 889 346.44
TOTAL	33 818 758.55	1 401 251.46	347 602.40	34 872 407.61

2.1.2. Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés en début d'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations Incorporelles	304 300.03	45 706.20	33 166.24	316 839.99
Immobilisations corporelles	17 236 756.85	1 261 617.40	290 412.73	18 207 961.52
TOTAL	17 541 056.88	1 307 323.60	323 578.97	18 524 801.51

2.1.3. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.3.1. Principaux mouvements

- Les principaux investissements ont concerné :
 - Les licences de l'antivirus KASPERSKY
 - L'achat de logiciels First pour les nouveaux services et établissements créés

2.1.3.2. Méthodes d'amortissement

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Licences	Linéaire	3 à 5 ans
Logiciels et progiciels	Linéaire	3 à 7 ans

2.1.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.4.1. Principaux mouvements

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice concernent :

- Les travaux de rénovation des bâtiments de deux unités de la Pouponnière la maison des familles, aux Quayres, et la crèche aux Martres-de-Veyre
- L'achat de 6 véhicules
- L'achat de mobilier hôtelier et de bureau notamment nécessaire à l'ouverture des nouveaux services – TISF, pouponnières, pavillons village d'enfants, MECS MS, Foyer Maison d'Accueil
- L'achat de matériel électroménager en lien avec l'ouverture des nouveaux services et en renouvellement
- L'achat de matériel informatique : PC, imprimantes, vidéoprojecteur
- La réfection d'une partie de la toiture à La Cordée
- Les travaux d'installation d'un groupe électrogène à Chanat
- Les travaux de séparation des bâtiments rue du Bon Pasteur à Clermont
- La réfection du réseau sanitaire d'un groupe à la Peyrouse
- Les travaux d'installation d'une chaudière à gaz à La Peyrouse
- L'achat d'outillage pour l'équipement des ouvriers
- L'aménagement d'une salle Snoezelen pour le DIME Sud à Longues
- L'achat de vélos électriques, trottinettes, vélo cargo dans le cadre de la

2.1.4.2. Méthodes d'amortissement

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	15 à 50 ans
Agencements des bâtiments	Linéaire	3 à 50 ans
Matériel de cuisine	Linéaire	3 à 15 ans
Matériel et outillage sces généraux	Linéaire	3 à 15 ans
Matériel paramédical et pédagogique	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel d'enseignement	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel d'animation	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel et outillages des installations	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel audiovisuel	Linéaire	3 à 5 ans
Installations et agencements	Linéaire	2 à 25 ans
Travaux de sécurité	Linéaire	7 à 20 ans
Matériel de transport	Linéaire	1 à 10 ans
Matériel de bureau et Informatique	Linéaire	2 à 10 ans
Mobilier hôtelier	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier bureau	Linéaire	1 à 16 ans
Mobilier scolaire	Linéaire	5 à 20 ans

2.1.5. Immobilisations financières

2.1.5.1. Principaux mouvements

- La régularisation de nombreuses cautions

2.1.5.2. Détail des immobilisations financières

Type d'immobilisations	Valeur
Parts sociales banques	403 670.25
Titres FCP nantis	467 247.52
Titres subordonnés remboursables	299 999.55
Contrats de capitalisation	602 000.00
1% logement LOGEHAB	52 587.73
Dépôts et cautionnements versés	63 841.39
TOTAL	1 889 346.44

2.1.6. Evaluation des stocks

Les stocks suivants :

- Fuel à l'ensemble éducatif mixte de la Peyrouse, qui a été déprécié en totalité en raison de l'arrêt de ce mode de chauffage.
- Pharmacie pour les médicaments et dispositifs médicaux au SSR de Chanat

sont évalués suivant la méthode du prix moyen pondéré pour la pharmacie et par le dernier coût unitaire connu pour le fuel.

2.1.7. Créances

Créances	Montant brut au 31/12/2024	Échéances	
		à 1 an au +	à + d'1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	52 587.73		52 587.73
Autres immobilisations financières	1 836 758.71		1 836 758.71
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	3 703 509.32	3 459 191.87	244 317.45
Autres créances clients	173 208.52	173 208.52	
Personnel et comptes rattachés	1 802.39	1 802.39	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	69 282.69	69 282.69	
Etat et autres collectivités publiques	30 233.31	30 233.31	
Autres			
Charges constatées d'avance	79 788.08	79 788.08	
TOTAL	5 947 170.75	3 813 506.86	2 133 663.89

2.1.8. Produits à recevoir

Les principaux produits à recevoir sont détaillés dans les comptes suivants :

- 438700 Organismes sociaux - Produits à recevoir : 12 606.16 € en attente de remboursement de Transitions Pro
- 468700 Débiteurs divers – Produits à recevoir : 15 920.09 € dont principalement d'aides au logement (FSL), de remboursements d'assurances et de refacturations

2.1.9. Valeurs mobilières de placement

Banque	Intitulé	Montant à la fin de l'exercice
CAISSE EPARGNE	Titres SICAV monétaires	1 321 743.26
	Comptes à terme (CAT)	1 000 000.00
	OPCVM	5 001.05
Intérêts courus		57 367.57
	Total	2 384 111.88

Il faut noter que des moins-values sur OPCVM, c'est-à-dire la différence entre la valeur comptable et la valeur au 31/12/2024, ont été comptabilisées pour un montant de 5 001 €.

2.1.10. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont d'un montant de 79 788.08€, de nature d'exploitation et concernent essentiellement :

- Des contrats de maintenance
- Des assurances dommages ouvrage
- Des prestations de conseil
- Des abonnements
- Des loyers (immobiliers et véhicules)
- Des licences de sauvegarde de l'infrastructure

2.1.11. Autres informations significatives

- **Le compte 411210 – Caisse Pivot Montant restant du** – inscrit en ligne « créances redevables et comptes rattachés » à Chanat représente le montant de plusieurs factures de séjours de 1997 non réglées au 31/12/1997, lors du passage à la dotation globale (application d'une directive Ministérielle) pour un montant de 244 317,45 €.

En théorie, cette créance est censée être remboursée dans le cas où l'établissement changerait de mode de tarification et passerait en facturation au séjour. De plus, elle est systématiquement inscrite sur la plateforme ANCRE de l'ARS pour la déclaration des comptes annuels de l'établissement sous l'intitulé : créance dite « de l'article 58 ».

2.2. PASSIF

2.2.1. Fonds associatif

Rubriques	Valeur en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
102 Fonds propres sans droit de reprise	5 010 805.69	-	-	259 626.83	4 751 178.86
103 Fonds propres avec droit de reprise	152 617.10	-	-	-	152 617.10
105 Ecart de réévaluation	24 480.63	-	-	-	24 480.63
106 Réserves	6 312 885.36	16 038.74	-	20 865.62	6 308 058.48
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	4 821 972.23	16 038.74	-	20 865.62	4 817 145.35
13 Subventions d'investissements sur biens non renouvelables					
Subventions d'équipt inscrites au résultat	715 741.51		15 607.92	83 736.35	647 613.08
Taxe d'apprentissage	38 404.18		10 003.30	9 169.17	39 238.31
<i>sous-total</i>	<i>754 145.69</i>		<i>25 611.22</i>	<i>92 905.52</i>	<i>686 851.39</i>
14 Provisions réglementées					
Destinées à renforcer le BFR	175 660.22		-	-	175 660.22
Renouvellement des immobilisations	-			-	-
Réserves plus-values d'actifs	993 218.42		62 829.05	8 404.22	1 047 643.25
<i>sous-total</i>	<i>1 168 878.64</i>		<i>62 829.05</i>	<i>8 404.22</i>	<i>1 223 303.47</i>
TOTAL	13 423 813.11	16 038.74	88 440.27	381 802.19	13 146 489.93

2.2.2. Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau hors activités médico-social		
Report à nouveau des activités propres de l'association		267 350.18
<i>- dont report à nouveau des activités sanitaires</i>		<i>238 603.03</i>
Report à nouveau des activités médico-sociales :		
- à l'exercice	53 412.58	-
- aux exercices ultérieurs		6 572.38
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs non affectés	1 468 368.40	394 300.49
Report à nouveau affecté à des mesures d'exploitation		11 995.60
Report à nouveau des activités hors gestion contrôlée	70 937.00	118 215.16
Report à nouveau des charges rejetées		
Report à nouveau des dépenses non opposables aux financeurs	1 584 285.58	
TOTAL	3 177 003.56	798 433.81

2.2.3. Provisions pour risques et charges

2.2.3.1. Tableau des provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions cumulées en début d'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions cumulées à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	60 300.00	10 000.00	18 000.00	52 300.00
Provisions pour charges	2 577 084.50	74 000.00	206 148.07	2 444 936.43
TOTAL	2 637 384.50	84 000.00	224 148.07	2 497 236.43

2.2.3.2. Evaluation des provisions pour risques et charges

- **Provisions d'un montant individuellement significatif**

- Provisions pour risques :

Nature : 6 Litiges prud'homme salarié
Coût : 52 300 €
Etablissements : les QUAYRES (1 salarié) et Chanat (5 salariés)
Echéance : 2025

- Provisions pour charges :

Nature : Provision pour retraites
Coût : 2 358 047.83 €
Établissement : Tous

Nature : Provision retraite – Accord SOHPeM
Coût : 11 809.76 €
Montant externalisé : 70 222.72€
Etablissement : Ex établissements issus de l'AGESSEM
2 salariés concernés
Echéance : 2027

Nature : Provision pour travaux
Coût : 75 078.84 €
Etablissement : Clair Matin, DITEP et le SAVS renforcé
Echéance : 2025

2.2.4. Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Externalisation de la gestion des IDR	total
Compte 153 Indemnités conventionnelles	2 358 047.83	1 400 195.86	-	3 758 243.69
Compte 1531 Indemnités complémentaires - Accord SOHPeM	11 809.76	-	70 222.72	82 032.48
Total	2 369 857.59	1 400 195.86	70 222.72	3 840 276.17

- Régime appliqué : calcul selon « l'accord vers un statut unique »

- Méthodes et hypothèses retenues :

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode suivante :

Ensemble des CDI

Age de départ : 64 ans

Taux d'évolution des rémunérations : 0.50 % par an

Taux des charges patronales : propre à chaque salarié

Taux d'inflation : 2.00%

Taux d'actualisation : 3.17 %

TURN OVER faible et table de mortalité (INSEE 2017-2019)

2.2.5. Fonds dédiés ou reportés

2.2.5.1. Subventions dédiées à l'investissement

Ce fonds dédié résulte du retraitement comptable du compte 142 « provisions réglementées pour le renouvellement d'immobilisations » depuis le 01/01/2020.

	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à dégager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Fonds dédiés à l'investissement des bâtiments	6 278 751.89	5 172 053.00	258 109.73	253 489.11	5 167 432.38
Fonds dédiés à l'investissement pour la création de la salle Snoezelen à l'ITEP	19 111.00	8 216.74	1 911.10	10 894.26	17 199.90
Fonds dédiés à l'investissement pour l'achat de i-Pad pour le projet BD de Clair Matin	1 339.96	-	446.64	1 339.96	893.32
				Total	5 185 525.60

2.2.5.2. Ressources liées à la générosité du public

	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à dégager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Don DIME Sud (Contribution Les Cheminots pour financement salle Snoezelen)	16 500.00	-	-	16 500.00	16 500.00
Dons pour ITEP (aire de jeux)	6 012.52	5 512.52		500.00	6 012.52
Dons pour La Peyrouse	1 500.00	1 500.00	1 500.00	-	-
Dons pour Chanat	2 787.00	2 495.00	-	292.00	2 787.00
Dons pour Seguin	2 882.17	2 200.10	-	682.07	2 882.17
Dons pour Clair Matin	5 316.74	5 316.74	5 316.74	-	-
				Total	28 181.69

2.2.5.3. Subventions d'exploitation

	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à dégager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Subvention ARS p/analyses cas complexes et de la pratique	9 400.00	9 400.00	9 400.00	-	-
Subvention ARS p/Convention PCPE	50 000.00	50 000.00	-	-	50 000.00
Subvention ARS p/dispositif DITEP	200 000.00	145 454.00	44 439.26	-	101 014.74
Subvention ARS p/rencontres partenariales	32 480.16	5 493.94	-	3 714.73	9 208.67
Subventions pour IME Seguin	29 477.86	4 472.78	-	-	4 472.78
Subventions pour CNR UE Seguin	35 873.94	33 685.99	1 721.82	-	31 964.17
Subventions pour Actions/Matériel TSA Seguin	57 313.18	6 845.89	-	2 715.84	9 561.73
Subventions pour GOS Seguin	193 224.69	17 910.94	12 058.72	16 118.18	21 970.40
Fonds dédiés à l'exploitation du CD63 pour le projet SAVS r	87 801.26	51 006.43	51 006.43	-	-
				Total	228 192.49

Dans le cadre de la mise en œuvre du CPOM avec l'ARS, l'utilisation de certains fonds dédiés a été reportée tant que la transformation des organisations et le redéploiement de l'offre ne sont pas établis.

2.2.6. Etat des dettes

Dettes	Montant brut au 31/12/2024	Échéances		
		à 1 an au +	à + d'1 an	à + d'5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établiss. de crédits	1 796 118.06	362 040.76	931 471.11	502 606.19
Emprunts et dettes financières divers	2 004.50	2 004.50		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	851 596.29	851 596.29		
Personnel et comptes rattachés	2 118 606.00	2 118 606.00		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 610 793.13	2 610 793.13		
Etat et autres collectivités publiques	477 589.24	477 589.24		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	163 847.88	163 847.88		
Autres dettes	291 432.66	291 432.66		
Produits constatés d'avance	7 971.00	7 971.00		
TOTAUX	8 319 958.76	6 885 881.46	931 471.11	502 606.19

2.2.7. Charges à payer

Les principales charges à payer sont détaillées sous les rubriques suivantes :

- 408100 Fournisseurs achats B/S - Fact. Non parvenues : 184 843.14 €
- 408400 Fournisseurs d'immob.- Fact. Non parvenues : 33 929.52 €
- 428210 Dettes provisionnées p/congés payés CDI : 1 554 577 €
- 428220 Dettes provisionnées p/congés payés CDD : 39 424.29 €
- 428630 Personnel – Charges à payer p/fin CDD : 37 479 €
- 428640 Personnel – Heures diverses : 220 510 €
- 428680 Personnel – Autres charges à payer (SEGUR pour tous) : 196 964.17 €
- 438210 Charges sociales p/congés payés CDI : 812 018 €
- 438220 Charges sociales p/congés payés CDD : 17 786 €
- 438630 Charges sociales p/fin CDD : 17 022 €
- 438640 Organismes sociaux – Heures diverses : 110 949 €
- 438680 Autres charges sociales (SEGUR pour tous) : 89 740.80 €

2.2.8. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont d'un montant de 7 971 €, de nature d'exploitation.

2.2.9. Autres informations significatives

- **Les provisions pour congés payés** des salariés en contrat à durée indéterminée sont enregistrées depuis l'application du règlement ANC n°2019-04 au compte 115922 « RAN – Dépenses pour congés payés », et figure au bilan pour un montant de 1 351 658.30 € ; sauf Chanat où le montant est intégré au résultat de l'exercice
- **Les provisions pour heures diverses** des salariés en contrat à durée indéterminée sont enregistrées depuis l'application du règlement ANC n°2019-04 au compte 115928 « RAN – Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs » et figure au bilan pour un montant de 207 855 € ; sauf Chanat où le montant est intégré au résultat de l'exercice

3. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

3.1. Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation	
Ressources propres	768 259.57
Produits de la tarification	39 957 397.46
Subvention de fonctionnement	172 186.39
Dons manuels	1 582.07
Contributions financières	17 839.96
Reprises sur provisions*	226 876.07
Utilisation des fonds dédiés	150 340.05
Autres produits	29 568.66
TOTAL	41 324 050.23

* Les reprises sur provisions concernent des reprises :

- sur indemnités retraites
- sur litiges prud'homaux
- sur dépréciations des créances

- Les cotisations sont comptabilisées lors de l'encaissement effectif.
- Il n'y a pas de contribution volontaire en nature.

3.2 Détails des charges et produits exceptionnels

- **Dotations exceptionnelles aux provisions**
 - Nous avons au compte 687 la dotation aux provisions réglementées des plus-values nettes d'actif immobilisé et circulant pour la somme de 62 829.05 €
- **Produits exceptionnels sur opérations en capital**
 - Nous avons comptabilisé au compte 775 les cessions d'immobilisation, principalement la vente et la cession de véhicules pour 13 720 €
 - Nous avons au compte 777 les quotes-parts de reprise sur subventions représentant un total de 92 905.52 €
- **Reprises exceptionnelles aux provisions**
 - Nous avons au compte 787 les reprises sur provisions réglementées pour les montants les plus significatifs :
 - 238 357.39 € sur la provision réglementée pour renouvellement des immobilisations

3.3. Résultat par activité ou établissement

Le résultat de l'exercice 2024 se décompose :

- Résultat sous gestion contrôlée des tiers financeurs : - **681 527.87 €**
- Résultat en affectation libre conditionné à un CPOM : - **479 280.74 €**
- Résultat en gestion propre : - **359 122.28 €**

Pour information, le résultat de l'exercice 2023 se décomposait :

- Résultat sous gestion contrôlée des tiers financeurs : - **300 484.38 €**
- Résultat en affectation libre conditionné à un CPOM : - **340 407.50 €**
- Résultat en gestion propre : - **260 805.92 €**

3.4 Ventilation de l'effectif CDI au 31/12/2024

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	75	-
Employés	569	-
TOTAL	644	-

4. AUTRES INFORMATIONS

4.1. Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants salariés s'est élevé à **212 915 €** en 2024.

Les administrateurs ou membres du Bureau ne perçoivent pas de rémunération au titre des fonctions qui leurs sont confiées. Seuls les frais engagés pour leurs fonctions peuvent faire l'objet d'un remboursement sur justificatifs.

4.2. Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires versés aux commissaires aux comptes :

	Honoraires
Au titre de la mission de contrôle légale des comptes	29 524.10
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal	- €
Honoraires totaux	29 524.10

4.3. Engagements hors bilan

4.3.1. Dettes garantie par des sûretés réelles

Type	Bien donné en garantie	Montant de l'engagement	Dettes garantie
Nantissement de compte de titres financiers	Placements OPCVM obligataires	458 022.00	Emprunt
Nantissement de compte de titres financiers	Parts sociales	100 009.50	Emprunt
TOTAL		558 031.50	-

4.3.2. Engagements financiers reçus

- Nous avons une caution simple du Conseil départemental du Puy de Dôme à hauteur de 50 % des sommes dues pour un emprunt souscrit en 2007 mais renégocié en 2017 de 788 037.70 € qui était destiné au financement de restructuration de l'ensemble éducatif mixte la Peyrouse. Le montant restant dû au 31/12/2024 est de 202 061.38 €
- Nous avons une garantie à hauteur de 100 % accordée par le Conseil départemental du Puy de Dôme pour un emprunt souscrit en 2006 mais renégocié en 2017 de 626 522.98 € en vue des travaux de restructuration de la Maison d'enfants à caractère social « La Cordée ». Le montant restant dû au 31/12/2024 est de 112 301.65 €.

RECAPITULATIF DES RESULTATS 2024

	Résultat comptable (balance)	Reprise de résultat	Variation CP & Heures	Reprise s/excédent affecté à des mesures d'exploitation non reconductibles ou ch.amortissement ou amortissement différés	RESULTAT ADMINISTRATIF	RESULTAT sous contrôle des tiers financeurs	RESULTAT affectation libre conditionné au CPOM	RESULTAT gestion propre
Farandole	-296 309.19	0.00	19 680.00	16 000.00	-260 629.19		-260 629.19	
SEGUIN	-113 779.51	0.00	73 008.00	2 258.02	-38 513.49		-38 513.49	
ITEP Jean Laporte	-123 987.69	0.00	37 061.00	10 894.26	-76 032.43		-76 032.43	
SAVS Renforcé	14 132.91	0.00	-400.00	0.00	13 732.91	13 732.91		
Cordée	-163 508.73	0.00	40 619.00	0.00	-122 889.73	-122 889.73		
Village Enfants	21 502.06	0.00	15 689.00	0.00	37 191.06	37 191.06		
Clair Matin	30 786.87	0.00	43 326.00	14 600.00	88 712.87	88 712.87		
Foyer	-81 600.51	0.00	22 036.00	14 600.00	-44 964.51	-44 964.51		
Parenthèse	49 343.82	0.00	9 314.00	0.00	58 657.82	58 657.82		
Préformation	52 696.28	0.00	2 869.00	0.00	55 565.28	55 565.28		
MECS	10 347.28	0.00	9 107.00	0.00	19 454.28	19 454.28		
SAD	96 199.56	0.00	10 404.00	0.00	106 603.56	106 603.56		
Logement ALT	-7 510.68	0.00	0.00	0.00	-7 510.68			-7 510.68
TISF	31 859.63	0.00	21 316.00	0.00	53 175.63	53 175.63		
Caravelle	-275 743.32	0.00	24 763.00	0.00	-250 980.32	-250 980.32		
Château des Quayres	-410 407.74	-53 412.58	122 674.00	0.00	-341 146.32	-341 146.32		
La Peyrouse	-82 713.35	0.00	31 427.00	0.00	-51 286.35	-51 286.35		
Maison Accueil	-113 588.29	0.00	-15 211.00	0.00	-128 799.29	-128 799.29		
Margerides	1 393.17	0.00	165.00	0.00	1 558.17	1 558.17		
Frais de Siège	-81 491.06	0.00	-5 909.00	0.00	-87 400.06	-87 400.06		
Chanat	-104 105.63	0.00	0.00	0.00	-104 105.63		-104 105.63	
Association	-351 611.60	0.00	0.00	0.00	-351 611.60			-351 611.60
Total	-1 928 882.59	-53 412.58	418 612.00	43 752.28	-1 519 930.89	-681 527.87	-479 280.74	-359 122.28